

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/NZL/1

2 juin 1999

(99-2223)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État**

Original: anglais

COMMERCE D'ÉTAT

Questions des ÉTATS-UNIS concernant la nouvelle notification complète présentée par la NOUVELLE-ZÉLANDE au titre de l'article XVII¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 mai 1999.

Dans la partie III, section C, de sa notification au titre de l'article XVII, la Nouvelle-Zélande indique que l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires assume la responsabilité des exportations des pommes et des poires produites en Nouvelle-Zélande mais, au tableau II, ne présente que les exportations de pommes. La Nouvelle-Zélande pourrait-elle fournir des statistiques sur les exportations de poires par l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires?

Dans la même section, la Nouvelle-Zélande indique que l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires est également habilité à accorder des autorisations à d'autres exportateurs après publication des principes directeurs pour les demandes d'autorisation. Il ressort du tableau statistique II que l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires semble être l'unique exportateur de pommes. Nous croyons comprendre que l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires a publié des principes directeurs pour les demandes d'autorisation présentées par d'autres exportateurs. Toutefois, l'Office néo-zélandais de commercialisation des pommes et des poires semble demeurer l'unique exportateur de pommes et de poires. La Nouvelle-Zélande pourrait-elle fournir des renseignements supplémentaires concernant la participation aux exportations de pommes et de poires néo-zélandaises d'exportateurs autres que l'Office?

Dans la partie III, section C, de sa notification au titre de l'article XVII, la Nouvelle-Zélande indique également que la Loi de 1992 portant modification de la Loi sur l'Office des produits laitiers prévoyait expressément que l'Office néo-zélandais des produits laitiers détermine les critères selon lesquels pourraient être accordées les autorisations d'exporter autrement que par l'intermédiaire de l'Office. La Nouvelle-Zélande pourrait-elle fournir des renseignements sur ces critères?

Dans le tableau statistique II, la Nouvelle-Zélande indique que le prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur des produits commercialisés par ses entreprises commerciales d'État - produits laitiers, kiwis, pommes, poires, houblon et framboises - n'est pas disponible. La Nouvelle-Zélande pourrait-elle expliquer l'absence de renseignements concernant le prix de ces produits sur le marché intérieur?

¹ G/STR/N/4/NZL.